

SOMMET DE L'OPPOSITION DEMAIN

Les prochaines législatives au cœur des débats

*L'opposition issue de la première conférence de Mazafran du 10 juin 2014 se retrouvera, demain lundi, dans un autre sommet «décisif» pour certains et «ordinaire» pour d'autres tant la question des législatives du printemps prochain risque de provoquer davantage de «tensions» entre ses membres.*

**Mohamed Kebci-Alger (Le Soir)** - Car tout dépend de la lecture que fait chacun des membres de l'instance de concertation et de suivi de l'opposition de la fameuse plateforme de Mazafran, fruit d'un harassant et laborieux travail de plusieurs partis et autres personnalités, toutes tendances confondues.

Un document prônant une transition démocratique «pacifique» car «négociée» avec le pouvoir en place qui est loin de relever d'une «option tactique mais plutôt d'un objectif stratégique», comme tient à le préciser un membre de la direction nationale du RCD. Pour Ouamer Saoudi, secrétaire national à l'économie et à l'environnement au sein du parti, l'idéal serait que toute l'instance adopte un même mot d'ordre, qu'il soit le boycott des prochaines élections législatives ou la participation pour, expliquera-t-il, pouvoir peser «lourdement» et amener le pouvoir ne serait-ce qu'à «revoir» la loi électorale et celle instituant une haute instance indépendante de surveillance des élections. Un scénario idéal qui semble relever de l'utopique puisque, ajoutera-t-il, «des partis ayant déjà annoncé leur participation alors que d'autres nourrissent des velléités de participation».

Notre interlocuteur minimisera de «l'impact» d'un tel mot d'ordre de participation aux prochaines élections législatives sur l'objectif stratégique de l'opposition, celui d'une transition démocratique sereine», rappelant pour ce faire, que bien d'acteurs de l'ICSO avaient bien pris part aux dernières élections législatives et d'autres aux présidentielles d'avril 2014 au moment où d'autres, à l'image du RCD, ont tourné le dos

aux deux rendez-vous électoraux.

Une appréciation que ne partage pas un autre membre de l'ICSO, Jil Jadid. La direction du parti a déjà tranché la question en retenant l'option du boycott des prochaines élections législatives dans l'attente que le conseil national l'entérine vers la fin de l'année en cours. Pour son

chargé à la communication, le conclave de demain est important, voire «décisif» car pour lui, les prochaines législatives ne seront ni libres, ni transparentes. «Du coup, nous estimons que l'opposition doit avoir une même voix par rapport aux événements majeurs dont justement ces élections à propos desquelles nous devons nous concerter». Cela dit, ajoutera Younès Sabeur-Chérif, «nous ferons tout pour convaincre nos partenaires de l'ICSO de rester dans l'esprit de la plateforme de Mazafran».

Et un éventuel stand-by de l'ICSO ou le libre choix laissé à ses

membres à adopter la position de leur choix à l'égard des prochaines élections ne seront pas de nature à remettre en cause la cohésion de l'instance. Pour le porte-parole de Jil Jadid, la place du parti au sein de cette instance de l'opposition ne dépendra pas de l'attitude collective ou individuelle de ses membres à l'endroit des législatives du printemps prochain.

Cela dit, la rencontre qu'abritera dans l'après-midi de demain le siège du parti des Avant-gardes des libérés aura à adopter le rapport juridique que vient de finaliser une commission décidée lors du dernier

sommet de l'instance à l'effet d'«éplucher» les deux fameuses lois, celle portant régime électoral et celle portant institution d'une haute instance indépendante de surveillance des élections.

Une étude à l'issue de laquelle sera décidée la suite à donner et qui pourrait être l'adoption d'un mémorandum, manière de «prendre à témoin l'opinion nationale et l'opinion internationale» au sujet de l'offensive du pouvoir contre ce que l'on considère au sein de l'ICSO, comme les «ultimes espaces de liberté jusqu'ici épargnés».

M. K.

LE PREMIER SECRÉTAIRE NATIONAL DU FFS BOUCHAFA  
DANS UN MEETING À TIZI-OUZOU :

«L'Algérie est à la croisée des chemins»

Le meeting organisé hier à Tizi-Ouzou, à l'occasion de la célébration du 53<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de leur parti, présente un double enjeu pour les membres de la direction du FFS : rendre hommage au leader charismatique et fondateur du parti, Hocine Aït Ahmed, disparu à la fin du mois de décembre de l'année 2015, et démentir, par la même occasion, les prédictions pessimistes de tous ceux qui ont parié sur la disparition du FFS après la mort de son fondateur.

Un message sous forme de proclamation de foi qui a été réitéré dans les slogans et les chants de ralliement entonnés dans la salle et les discours proférés par les différents intervenants. Et ils étaient nombreux à se succéder au micro et à saluer la mobilisation de tous les militants et des représentants des fédérations de plusieurs wilayas. D' Moussa Tadamartaza, sénateur de Tizi-Ouzou : «En venant à ce meeting, vous venez d'ouvrir une nouvelle page dans l'histoire du FFS», proclamera le sénateur du FFS qui rappellera que si ce meeting intervient une année après la mort d'Aït Ahmed, la conviction et la fidélité à son combat sont donc toujours là».

Dans son intervention, Lakhdar Bouregaâ, ancien moudjahed et membre fondateur du FFS, dénoncera les tentatives répétées du pouvoir à maintenir le FFS dans son ghetto kabyle. Tout en stigmatisant «le régionalisme» des tenants du pou-

voir, Lakhdar Bouregaâ se félicite de «l'ancrage national» que le FFS, selon l'orateur, construit de façon progressive. Une réalité que les organisateurs du meeting ont voulu montrer comme étant une réalité et non un simple slogan, à travers la distribution du temps de parole donnée aux représentants des fédérations du parti des wilayas de Sétif, Ghardaïa, Oran et Tindouf.

«Le FFS est national, le pouvoir est régional», ironisera le représentant de la Fédération de Sétif, qui pointe le régionalisme du pouvoir. Se disant ému de célébrer le 53<sup>e</sup> anniversaire de la naissance du FFS en l'absence d'Aït Ahmed, le premier secrétaire du parti, A. Bouchafa rappellera que la fidélité et l'engagement pour la concrétisation des idéaux défendus par Aït Ahmed doivent constituer un crédo pour les militants qui doivent poursuivre le combat pour «protéger la souveraineté de l'Algérie, l'intégrité de son territoire et la cohésion sociale», dira le premier secrétaire national du FFS pour qui, l'autre priorité pour les militants du FFS est de poursuivre le combat pour une alternative politique démocratique, pacifique et consensuelle à la crise que traverse l'Algérie.

Pour Bouchafa qui évoquait la gravité de la situation sur les plans socioéconomique et politique, à «notre pays est à la croisée des chemins», dira-t-il faisant référence à la fragilité du front intérieur en raison des difficultés économiques et

sociales du pays caractérisées par la pauvreté, la baisse du pouvoir d'achat, le chômage, les maux sociaux et des répercussions ou des perturbations géopolitiques au plan régional et mondial qui peuvent influencer sur la stabilité du pays.

«La baisse du prix des hydrocarbures et celle de la valeur de la monnaie nationale ont mis à nu l'incompétence des tenants du pouvoir et son incapacité à diriger le pays et montré l'échec des politiques suivies depuis l'indépendance», dira le premier secrétaire national du FFS qui prévient qu'en cas de persistance du statu quo et du refus du changement en profondeur du système de gouvernance du pays, il y a danger sur la pérennité de l'Etat national.

Pour le membre de la direction collégiale du FFS, le dépassement de la crise est possible grâce à une construction consensuelle et acceptée par tous les acteurs sociaux et politiques d'une alternative politique démocratique et pacifique.

Une analyse que partage Chérif Mohand Amokrane, membre du directoire national du FFS, jugeant que si le pouvoir persiste à refuser le changement, le pays va vers le chaos, et se verra imposer un changement par la violence qui induirait une intervention de parties étrangères qui vont imposer un pouvoir autoritaire pour préserver leurs intérêts.

S. A. M.

AMARA BENYOUNÈS RÉPOND À BAKHTI BÉLAÏB :

«Si un ministre ne peut pas résister à un lobby, il doit démissionner»

*Amara Benyounès a clôturé, hier, les travaux de l'université d'été de son parti, le Mouvement populaire algérien, organisée pendant deux jours au Centre des artistes de Zeralda, en animant une conférence de presse qui constituera sa première confrontation aux médias depuis quelques mois. Et comme il fallait s'y attendre, les questions des journalistes s'adressaient plus à l'ancien ministre qu'au chef de parti.*

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - C'était d'autant plus prévisible que cette conférence de presse intervient quelques jours seulement après la sortie fracassante de l'actuel ministre du Commerce, Bakhti Bélaïb, qui évoquait l'existence de lobbies, d'importateurs puissants au sein du secteur qui, faut-il le rappeler, était dirigé précédemment par Amara Benyounès. Ce dernier réplique : «Moi, j'ai eu à gérer cinq portefeuilles ministériels (entre 1999 et 2002 puis entre 2012 et 2015, Ndlr). J'ai toujours eu pour principe de ne jamais parler des départements que j'ai eu à diriger ni de mes prédécesseurs ou successeurs. Cela dit, je défie quiconque, en Algérie ou ailleurs, de présenter la moindre preuve m'impliquant ou attestant de la moindre relation entre ma personne et la corrup-

tion. Tant au sein des départements ministériels que j'ai eu à gérer ou au niveau du parti, le MPA.»

Lui-même, en tant que ministre du Commerce, avait-il eu affaire à «des lobbies puissants» ? A cette question également, Amara Benyounès tenait à répondre sans détour : «Si, moi, en tant que ministre, je ne peux pas résister à un lobby, je démissionnerai immédiatement. Il est hors de question qu'un lobby me dicte ce que je dois faire. Quand un ministre est soumis à un lobby ou qu'il ne peut pas y faire face, c'est qu'il ne reste plus d'Etat en Algérie.» Benyounès appuiera ses dires par l'exemple des commerçants qui créent l'événement deux fois par année, à savoir à l'occasion des deux fêtes de l'Aïd : «Quand j'étais à la tête du secteur, le ministère prévoyait

des permanences obligatoires pour un certain nombre de commerçants et tous ceux qui ne respectaient pas la réglementation, ont été sanctionnés sans la moindre hésitation. Il faut juste appliquer la loi, quand on est responsable.»

Ces réponses de Benyounès, même formulées de manière diplomatique, sont certainement destinées à son successeur. Invité, par ailleurs, à donner son commentaire sur les polémiques publiques entre certains membres du gouvernement (Bélaïb, Nouri, Louh), l'ancien ministre du Commerce aura cette réponse : «Dans tous les staffs gouvernementaux, en Algérie ou ailleurs, tout comme au sein des partis politiques, tout le monde n'est pas d'accord sur tout. Il y a toujours des débats et, me concernant, je peux témoigner par exemple qu'au sein du gouvernement, du temps où j'en faisais partie, ni le Premier ministre, encore moins le président de la République n'ont empêché ce débat. S'agissant des polémiques dont vous parlez, il s'agit de différends tout à fait naturels mais qui devaient être débattus au sein du gouvernement et non pas en public». Entre autres

questions ayant suscité polémique, l'affaire de l'autorisation ou non de l'importation de véhicules âgés de moins de trois ans. Sur cette question, le prédécesseur de Bakhti Bélaïb aura cette réponse : «D'abord, pourquoi spécialement et précisément 3 ans ? Pourquoi pas 4, 5 ou même 10 ans ? Moi, quand j'étais au commerce, j'avais, en 2014 déjà, préparé un projet de texte similaire pour la loi de finances et qui prévoyait l'autorisation d'importation des véhicules âgés, sans préciser de combien d'années, mais en l'encadrant par un cahier des charges très strict. Ce genre de texte doit, bien sûr, être débattu au sein du gouvernement avant que le Premier ministre puis, surtout, le Président ne prennent la décision finale car tout est question d'arbitrage. Il faut donc attendre le passage de la loi de finances en Conseil des ministres (prévu après-demain mardi, Ndlr) pour connaître la décision finale concernant cette affaire.» Cela dit, Benyounès se dit, lui, favorable à l'autorisation d'importation de ce type de véhicules «pour permettre aux citoyens, notamment aux faibles ou aux revenus moyens, de pouvoir

acheter un véhicule. Pourquoi obliger tous les citoyens à n'acheter que des véhicules neufs et à quel prix !»

Sur un autre registre, strictement politique cette fois, Benyounès réitérera les positions de son parti par rapport aux initiatives lancées respectivement par Ahmed Ouyahia et Ammar Saâdani : «Nous sommes un parti démocrate et républicain. Notre mouvance est connue. Et nous soutenons le programme du Président. Mais les questions d'alliances sont une tout autre histoire. Nous avons notre propre programme et nous ne nous inscrivons dans aucune espèce d'alliance. Notamment en cette période préélectorale où chaque parti roulera pour soi-même.

C'est aux Algériens de choisir entre les différents programmes.» Et concernant les autres partis de l'opposition, particulièrement ceux issus de la même mouvance ? «Nous, nous ne rejetons personne. Nous n'avons de comptes à régler avec personne, surtout dans le camp des démocrates. La question, il faut la poser plutôt à ceux qui refusent même de nous rencontrer.» L'allusion au RCD est à peine voilée.

K. A.